



TRIBUNE

journal de la FFE

janvier 2005



Cent ans après

l'édito de Pierre-Yves Le Borgn'

Les socialistes fêteront en 2005 le centenaire de leur parti. L'histoire du Parti Socialiste est celle d'une longue quête de l'unité, avec ses succès, ses ruptures, ses échecs et aussi sa reconstruction. Cette histoire est également celle d'un mouvement profondément démocratique, qui sait donner la parole aux militants pour qu'ils tranchent souverainement une importante question en débat. Soyons-en fiers, car un parti qui débat est un parti qui vit. Et un parti qui s'unit est un parti qui gagne. C'est le suffrage militant qui a déterminé la position du Parti Socialiste en faveur du Traité constitutionnel européen, avec, à la clé, la plus large participation depuis le Congrès d'Epinay. Quel contraste entre ce débat sincère et passionné et le coûteux sacre de Sarkozy à la tête de l'UMP !

La droite au pouvoir fait plus que jamais en ce début 2005 la politique de son électorat. Les dépenses d'avenir sont sabrées. Derrière la remise en cause des 35 heures se cache une offensive contre le salariat. Le chômage augmente, la précarité du travail se développe et le pouvoir d'achat des ménages stagne. Les services publics sont mis à mal. La casse sociale s'organise partout sous l'influence du MEDEF. Il n'y a plus ni pilote ni vision au gouvernement. Sitôt la loi de finance votée en décembre, ce sont 7 milliards d'Euros qui sont gelés en janvier.

A l'étranger aussi, nous souffrons du recul du service public et du désengagement de l'Etat. Sachons mener partout l'opposition contre cette politique inique.

Les campagnes électorales de 2007 commencent dès à présent. Dans chacune de nos sections, auprès de nos compatriotes, nous devons nous mobiliser. La préparation du Projet des socialistes sera la grande ambition de cette année 2005. Toutes les propositions seront les bienvenues. Pour construire notre part de l'alternance. Et pour conduire demain à l'étranger une politique digne des idéaux qui nous rassemblent depuis un siècle.

Bonne année à tous !

Pierre-Yves Le Borgn'
Premier Secrétaire Fédéral

Résultats du referendum militant sur le Traité constitutionnel

☛ au niveau du PS :

participation : 83,19 %
pour le oui : 58,62 %
pour le non : 41,38 %

☛ dans la FFE :

participation : 71,23 %
pour le oui : 82,23 %
pour le non : 17,77 %

SOMMAIRE

- p. 1 : Edito
Résultats referendum
- p. 2 : Sénatoriales : les épisodes
- p. 3 : Le oui de la FFE
Changement à la FFE et au BN
- p. 4 : Le Projet
Soutien au traité UNESCO
- p. 5 : Colloque sur le féminisme
FSE à Londres
- p. 6 : Côte d'Ivoire
- p. 7 : Développement, mondialisation
- p. 8 : Sections

Elections sénatoriales, fin.

Quelques jours après l'élection par l'AFE des sénateurs représentant les Français à l'étranger, Bella Butzbach, tête d'une liste concurrente, avait déposé un recours au Conseil constitutionnel visant à faire annuler l'élection de notre camarade Richard Yung. Recours rejeté.

Il aura fallu près de deux mois au Conseil constitutionnel pour rendre sa décision. Le motif de la demande en annulation était qu'en créant un site internet destiné aux Français résidant hors de France, Richard Yung n'aurait pas respecté les dispositions qui règlementent la propagande électorale à l'étranger, et prohibent certaines formes de propagande la veille et le jour du scrutin. Richard Yung a pu aisément prouver que le site en question avait été mis en ligne uniquement pour préparer les primaires au sein de la FFE, et avait été fermé le lendemain de l'élection, le 3 décembre 2003.

Les sages ont décidé le 25 novembre de rejeter le recours : *"Considérant que les faits mentionnés par Mme Capieu-Butz-*

bach ne sauraient être regardés comme des abus de propagande ni comme des manœuvres de nature à vicier la sincérité du scrutin, il suit de là que la requête ne peut être accueillie".

L'élection de Richard Yung est donc validée.

Par ailleurs, le Bureau national du PS a statué dans sa réunion du 2 novembre sur le cas des camarades qui figuraient sur une liste concurrente à celle dûment investie par le PS : *"François Rebsamen a, conformément aux dispositions de l'article 11.19 de nos statuts, pris acte et réputé exclus les camarades de la Fédération des Français de l'Etranger : Jean-Pierre Capelli, Patricia Neu-Blotenberg et Maurice Cour-*

cier qui, à l'occasion des élections sénatoriales du 26 septembre 2004, se sont placés eux-mêmes en dehors du Parti en étant candidats à un poste électif pour lequel les instances du Parti avaient investi un autre candidat".

Enfin, le Conseil d'administration de l'ADFE a examiné le 20 novembre le cas de Bella Butzbach et des membres de la liste qu'elle a présentée aux élections sénatoriales. Il a décidé de prononcer à l'encontre de la tête de liste, Bella Butzbach, une radiation de l'ADFE d'une durée de cinq ans. Ses co-listiers Jean-Pierre Capelli, Patricia Neu-Blotenberg, Téric Boucepci, Brigitte Sauvage et Maurice Courcier, ont été radiés de l'ADFE pour une durée de trois ans.

Les sénateurs socialistes des Français de l'étranger et leurs équipes



De gauche à droite : Emmanuelle Ledoux et Alain Fontaine, assistants parlementaires de Richard Yung, Richard Yung, Aude Yung, chargée bénévole de communication des deux sénateurs, Monique Cerisier-ben Guiga, Catherine Bourassin et Christine Revault d'Allonnes, assistantes parlementaires de Monique Cerisier-ben Guiga

Les Français à l'étranger et l'Europe : les raisons du "oui" massif de la FFE au Traité constitutionnel

Les résultats de la consultation militante du 1er décembre ont fait de la Fédération des Français à l'Etranger la première du Parti Socialiste pour le soutien au "oui".

Avec 82,22%, la FFE devance même de 0,16% la Fédération de la Corrèze. Ce score, acquis avec une participation inédite au regard des 21 années d'histoire de la FFE, exprime un attachement militant profond à la cause de l'intégration européenne, vécue au quotidien par les centaines de socialistes français installés et parfois nés à l'étranger.

Dans l'Union comme au dehors, l'Europe est en effet une large part de notre vie. Par le faisceau de valeurs qu'elle incarne: dignité humaine, liberté, démocratie, égalité, Etat de droit, pluralisme, tolérance, justice, solidarité. Par la liberté de circulation et d'établissement qu'elle garantit. Par la prise en compte progressive de la situation des Européens hors d'Europe qu'elle encourage aujourd'hui. Les premiers, nous vivons les succès et subissons les échecs de l'Europe.



Tant reste à faire pour mieux coordonner les systèmes de protection sociale entre Etats membres, veiller à la reconnaissance effective des diplômes

et plus largement au respect du droit européen. Il faut également, hors d'Europe, renforcer la coopération consulaire et protéger ainsi les Européens installés dans les zones à

risques. Et venir en aide aux femmes européennes, victimes de mariages forcés, de répudiations ou séparées de leurs enfants. Mieux que tout, nous savons que l'Etat de droit et l'égalité de traitement ne sont pas des principes partagés partout. Les promouvoir a un sens.

C'est au nom des avancées démocratiques permises par le Traité constitutionnel que s'est construit le "oui" majoritaire de la FFE. Avec la conviction très largement partagée que ce Traité permettra de porter plus loin le combat des socialistes pour une société ouverte, solidaire et juste.

Les militants de la FFE ont exprimé un soutien exigeant et ambitieux au Traité constitutionnel. Nous attendons notamment des Etats membres les plus ardents la mise en place rapide d'avant-gardes européennes sur les questions sociales comme aussi sur la coopération consulaire européenne. Le Traité constitutionnel le facilite.

Nous espérons surtout que la France de 2007 lancera et fédérera ce mouvement pour une politique des Européens à l'étranger. C'est pour cela que nous prendrons toute notre part du travail d'élaboration du Projet. Pour gagner dans deux ans et asseoir davantage encore notre place au cœur de la République et de l'Union.

Pierre-Yves Le Borgn'

des changements à la FFE...

De nouvelles têtes sont apparues au bureau et au conseil fédéral :

- Bureau fédéral :
Manon Mondoloni (section de Bamako) a remplacé Awa Hacko, démissionnaire. Elle suit les questions de Solidarité et de protection sociale.
Anne-Marie Cordeil (section de Lombardie) a été également élue au BF, chargée de l'animation des sections, de la coordination et de la formation. Elle remplace à ce poste Danièle Seignot, devenue permanente fédérale à la suite du départ d'Alain Fontaine... maintenant assistant parlementaire de Richard Yung.
- Conseil fédéral : A la place de Danièle Seignot et d'Alexia Blondin, rentrée en France, sont montés au Conseil fédéral Anita Petersheim (Luxembourg) et Samuel Kondo (Douala).

...et dans les équipes des sénateurs des Français à l'étranger :

- Le nouveau sénateur Richard Yung a constitué son équipe, composée d'Emmanuelle Ledoux et d'Alain Fontaine, assistants.
Tel : 01 42 34 34 07 fax : 01 40 51 06 15 courriel : r.yung@senat.fr
- Les assistantes parlementaires de Monique sont toujours Catherine Bourassin et Christine Revault d'Allonnes.
Tel : 01 42 34 32 73 fax : 01 42 34 40 03 courriel : m.cerisier-ben-guiga@senat.fr
- Aude Yung est chargée bénévolement de la communication des deux sénateurs .
Tel : 06 08 11 11 48
- Les deux sénateurs ont un site internet commun, avec des pages perso :
www.senateurssocialisteshorsdefrance.net

La participation de la FFE au projet des socialistes

Le débat sur le traité constitutionnel à peine clos, le PS entame un grand travail de réflexion destiné à préparer son "projet" pour les dix années qui viennent. Il s'agit, a expliqué François Hollande, de "fixer une perspective", de placer nos propositions dans "une vision, une cohérence d'ensemble". Objectif : "proposer un contrat autour d'une équipe qui sera prête avant les consultations de 2007".

Les modalités de la participation de la FFE ont été précisées lors du BF de Varèse (20/21 novembre)

1. Notre participation à la réflexion nationale

Il s'agit de sensibiliser les groupes de travail au niveau national à l'expertise disponible à la FFE sur ce qui se passe dans le monde, et la mettre au service du Parti.

Pour centraliser les propositions qui viennent des sections et les mettre en ordre, une commission fédérale du Projet a été mise en place. Elle comprend le Bureau Fédéral et les responsables chargés de suivre les groupes de travail nationaux, transmettre les contributions des sections et les propositions d'amendement à notre projet actuel "Solidaires pour demain". Elle sera complétée par un membre de chaque commission permanente de l'AFE.

Solidarité : Manon Mondoloni

Service public, réforme du MAE, sécurité : Jean-Yves Leconte

Enseignement, Culture : Hélène Conway

Travail, Croissance, Développement durable : Valérie Rabault

Libertés : Dominique Aguessy

République, Représentation politique des Français de l'étranger, Décentralisation : Christophe Monnier

Citoyenneté Européenne : Philippe Lazermé, Jean-Marie Langlet

Internationalisme : Philippe Marlière, Jean-Daniel Chaoui

Sur trois sujets : la protection sociale en Europe, l'enseignement Français à l'étranger et la citoyenneté européenne, la FFE devrait se faire auditionner par les sous-commissions nationales concernées, afin de faire partager notre expérience. Notre apport sera enrichi des contributions personnelles ou de section sur ces thèmes.

2. La réflexion sur le projet fédéral

La FFE organise trois colloques sur les thèmes suivants :

- La représentation politique des Français à l'étranger
- L'enseignement français à l'étranger.
- La réforme du MAE, l'évolution du service consulaire, le chiffrage des propositions en faveur des Français de l'étranger.

Ils se tiendront à l'occasion des prochaines réunions du Bureau fédéral, les 5 février, 16 avril et 11 juin.

Ces trois colloques seront l'occasion de faire le point sur notre diagnostic et nos propositions, et de les confronter à ceux de nos partenaires : associations, syndicats, parti politiques, administrations et aux responsables nationaux du PS.

Les sections sont invitées à organiser des forum décentralisés à l'image de l'initiative de Jean-Daniel Chaoui à Madagascar.

Il serait bon pour la visibilité de notre fédération et l'enrichissement de nos réflexions que chaque section choisisse au cours des prochains mois au moins un thème de réflexion, et en fasse l'occasion d'une réunion ouverte aux sympathisants et associations amies. La commission fédérale du projet est à la disposition des sections pour les aider à monter ce type de réunion.

La réunion fédérale des secrétaires de sections du 29 Janvier permettra aux sections qui auront déjà contribué au projet d'échanger leurs expériences, d'aider les autres à mettre en place leurs réunions, et de poursuivre l'élaboration des contributions aux trois colloques fédéraux.

Jean-Yves Leconte
Aude Yung

Traité UNESCO sur la diversité culturelle

Réuni le 20 novembre 2004, le Bureau fédéral de la FFE a décidé d'apporter son soutien à un avant-projet de traité qui a été débattu entre le 20 et 26 septembre 2004 par les représentants des Etats membres à l'UNESCO afin d'aboutir à l'adoption d'une Convention sur la diversité culturelle en septembre 2005.

Le texte proclame le "droit souverain (des Etats) d'adopter des mesures pour protéger et promouvoir la diversité culturelle sur leur territoire", tout en reconnaissant à ces Etats "l'obligation de la protéger et de la promouvoir sur leur territoire et à l'échelle mondiale".

Ce traité entend fonctionner comme un contre-poids à la logique de libéralisation des échanges en offrant un cadre juridique à la diversité culturelle, reconnaît l'octroi de subventions et la mise en place de quotas pour les productions nationales. Il exhorte les pays à soutenir activement la création artistique tout en étant solidaires envers les pays en voie de développement. La culture mérite mieux que le statut de sous-produit commercial.

Au sein du projet socialiste, la place des femmes

Les 26 et 27 novembre s'est tenu un colloque intitulé " Permanence et modernité du féminisme ", organisé par le PS. Tribune consacrera prochainement un dossier à ce thème qui a donné lieu à des débats très riches, sur les nouvelles inégalités culturelles, les différentes facettes du sexisme, les nouvelles inégalités sociales. Voici quelques unes des conclusions du colloque. Nous pouvons nous réjouir dès à présent de l'option paritaire du Parti dans la préparation du Projet socialiste. Le thème des droits des femmes est un thème transversal et se retrouvera dans chacun des enjeux retenus.

Propositions :

- Au lieu de discuter sur modernité et permanence du féminisme on devrait s'inquiéter de la modernité et permanence du patriarcat. La place des femmes est un enjeu important pour la démocratie ;
- exiger du gouvernement que toutes les statistiques, dans tous les domaines soient différenciées par sexe, qu'il s'agisse du chômage, de la criminalité ou des violences ;
- promouvoir la nomination de femmes dans des responsabilités administratives ;
- exiger des autorités administratives qu'il y ait un service public à la petite enfance ;
- transmettre aux jeunes générations l'histoire des mouvements sociaux et l'histoire des femmes en particulier, pour prendre conscience que tous les acquis l'ont été au terme d'un combat ;
- enseigner l'histoire du socialisme et l'histoire des femmes socialistes ;
- éduquer à l'égalité dès la petite enfance (classe maternelle) ; éduquer au respect du corps de l'autre et l'enseigner à l'école ;
- promouvoir l'imposition séparée de l'homme et de la femme dans le ménage ;

- promouvoir le congé parental partagé ;
- rechercher cohérence et visibilité dans les programmes concernant les femmes ;
- s'informer et voir ce qui se passe ailleurs dans d'autres pays de l'U.E. en termes de solutions ; encourager le partage d'expériences.

SE FAIRE ENTENDRE DANS LE PARTI SUR DES THÈMES POLITIQUES.

Les femmes se trouvent en situation de manque d'argent, de réseaux, de temps. Face à cette situation, il faut opposer un corpus collectif de pensées, de propositions, d'actions.

On constate aussi l'absence de femmes dans les délégations françaises auprès des Institutions internationales. Il faudrait organiser des échanges avec l'Internationale Socialiste et les autres partenaires de l'U .E. sur ce sujet.

La question des femmes revient à celle du partage du pouvoir. La parité est encore trop souvent considérée comme un mal nécessaire. Pour faire front, il est nécessaire de développer la solidarité entre les femmes.

Propositions :

- Aller à la rencontre des attentes de la population en termes de renouvellement de la vie politique
- Lier parité, non cumul des mandats, statut de l'élu, statut de l'élue, changement démocratique.
- Une méthode pour avancer : les circonscriptions réservées aux femmes.
- Créer des réseaux de soutien aux femmes, organiser un patronage pour celles qui débutent dans la vie politique.
- Faire baisser la pression machiste et misogyne dans les réunions.
- Irriguer le Parti de réflexions et d'idées créatives.
- S'impliquer dans le processus d'auditions initié pour la préparation du Projet socialiste.
- Innover dans les critères d'analyse et les modes d'organisation.
- Trouver des financements et créer des réseaux pour partager le pouvoir.

Dominique Aguessy,

Membre du Bureau fédéral chargée des questions de société et droits des femmes



Le dernier forum social européen s'est tenu à Londres du 15 au 17 octobre. Actualité oblige, la mobilisation contre l'agression américaine en Irak a été le point commun de tous les ateliers /forum/ conférences/tables rondes qui se sont déroulés en continu dans une dizaine d'endroits. Bouillonnement d'idées et d'indignations, appels à la mobilisation... la fausse note est venue d'un atelier monopolisé par les supporters du port du voile par les femmes, et soutenant Tarik Ramadan. La section de Londres avait convié à une réunion fort conviviale dans un pub les représentants de la FFE venus assister au FSE : autour de Mickaël Laurens, secrétaire de la section, Valérie Picquet de Belgique, Badr de Suisse, Aude Yung du BF, ainsi qu'un groupe du MJS. Les participants semblent joyeux, pourtant ils sont en plein débat sur le Traité constitutionnel... mais à Londres en tout cas la fraternité est plus forte que les clivages idéologiques, et c'est tant mieux !

Aude Yung

Côte d'Ivoire, la déchirure

Deux mois après la crise dramatique qui a secoué la Côte d'Ivoire, et entraîné le rapatriement en urgence de 8000 de nos compatriotes, les blessures sont encore vives, ainsi que le montre le témoignage de notre camarade Yvonne.

25 années de vie en Côte d'Ivoire balayées en quelques heures !

Les premières années furent vécues sous le règne du parti unique, période marquée par une économie plutôt florissante et stable et par une atmosphère détendue. En 1990 avec l'instauration du multipartisme naquit une formidable libération de la pensée et de la parole, un foisonnement d'idées, de journaux, d'associations... Et puis la mort d'Houphouët-Boigny, sa succession imposée ont entraîné le pays dans un cycle d'instabilité et d'incertitudes. Le rejet de l'autre, l'absence d'autorité de l'Etat, la crise économique ont amené le premier coup d'état que nous avons accueilli avec espoir sans vouloir croire que la boîte de Pandore venait d'être ouverte. Car depuis décembre 1999, les habitants de la Côte d'Ivoire n'en finissent pas de vivre sous tension, avec des périodes d'accalmie qui laissaient espérer le retour d'une vie paisible.

Les élections d'octobre 2000 ont soulevé un formidable espoir, vite déçu par les tergiversations du gouvernement. Ayant moi-même cru en ce gouvernement, il m'a fallu quelque temps pour prendre conscience de ses insuffisances. Il est clair que les erreurs commises ne justifient en aucun cas une rébellion armée, mais pourquoi s'obstiner à refuser les propositions de sorties de crise ? Pourquoi refuser d'appliquer, ne serait-ce que partiellement, les accords signés à Linas-Marcoussis, puis à Kléber ? Certes ces accords se sont avérés "boiteux", imparfaits, et ont dû être renégociés à plusieurs reprises, mais quand il s'agit d'éviter la guerre civile et le marasme économique à son peuple, un gouvernement ne doit-il pas être prêt à faire quelques concessions et surtout à faire preuve de hauteur de vue ?

En tant que résidente franco-ivoirienne convaincue des valeurs de gauche, j'ai vécu ces dernières années avec un

malaise permanent, avec aussi la crainte d'être prise à parti à cause de ma nationalité française. Lors des premiers déchaînements contre tous les symboles de la présence française y compris les lieux de culture, puis lors de " la chasse aux Français " en juin dernier, j'ai essayé de croire en des réactions épidémiques passagères, mais le paroxysme de haine atteint le mois dernier me semble irrémédiable. Ces cinq jours de réclusion, à me

demander où et quand le danger allait frapper après la mise à sac systématique de nos écoles, à entendre la désinformation organisée dans les média gouvernementaux, à partager l'angoisse de mes compatriotes et à vivre moi-même des moments de panique représentent quelque chose d'irréparable. Et même si j'envisage de retourner à Abidjan où mon mari est resté, ce ne sera que lorsque la Côte d'Ivoire aura retrouvé un minimum de sérénité et de paix.

Yvonne Trah-Bi

Secrétaire de la section PS de Côte-d'Ivoire
Conseillère à l'AFE

Nos sénateurs à Roissy

Dès l'annonce du rapatriement de nos compatriotes, et l'arrivée du premier avion dans la nuit du 10 au 11 novembre, les sénateurs socialistes hors de France ont été les accueillir à leur arrivée à Roissy, leur témoigner leur solidarité, veiller à ce que toutes les aides possibles soient mises à leur disposition. Le dispositif d'accueil d'urgence mis en place par le MAE a bien fonctionné, et les différents organismes compétents (AEFE, CEFR,



Richard Yung, Yvonne Trah-Bi, Monique Cerisier ben Guiga

antennes des services sociaux, des rectorats, etc) ont pu répondre à la majorité des besoins d'urgence.

L'avion par lequel est arrivée Yvonne Trah-Bi était rempli de familles avec une centaine d'enfants d'âge scolaire, des bébés, des personnes âgées très fatigués, dans l'ensemble des per-

sonnes aux ressources modiques et même parfois démunies. Des adhérentes de l'ADFE et des enseignants du réseau AEFE.

Au delà de l'aide immédiate, il faut insister sur l'ampleur de l'effort à continuer sur la durée, d'un point de vue financier aussi, pour que ce repli brutal des Français de RCI ne soit pas un naufrage personnel et social pour une majorité d'entre eux.

Monique Cerisier ben Guiga

Chronique Développement Mondialisation

Depuis plusieurs mois Jean-Daniel Chaoui épiluche journaux et dépêches pour relever les informations concernant le Développement et les effets de la mondialisation. Voici, en vrac, quelques extraits de cet utile recueil.

DÉVELOPPEMENT

Scolarité et Santé. Dans les écoles de la province de Tuléar, au Sud de Madagascar, le PAM (Programme Alimentaire Mondiale, agence de l'ONU) a mis en place un programme de cantine scolaire dans des zones où le taux de fréquentation scolaire est très faible et le taux d'abandon très élevé.

Plusieurs objectifs : encourager les élèves à venir régulièrement à l'école, apporter un complément alimentaire

équilibré, sensibilisation et prévention sanitaire. Le PAM offre en effet un petit déjeuner consistant et un solide déjeuner à chaque élève. Des séances d'information et de sensibilisation sur les différents vers intestinaux sont dispensés ainsi que des recommandations pour de bonnes habitudes sanitaires et d'hygiène pour éviter les parasites. Les écoles visitées montrent un taux de prévalence de plus de 50%. Ce type d'action au plus près des populations devrait constituer l'essentiel des interventions d'aide au développement. ("Les nouvelles", journal quotidien Tananarive 08/12/04).

Le Sida en Afrique ignore la parité. 60% des malades sont des femmes, 75% des malades dans les 15 à 34 ans sont des filles. (01/12/04)

Afrique : développement durable. Le Premier ministre britannique, Tony Blair, dans la perspective de son prochain man-

dat à la tête du G8 et de l'UE en 2005, a créé en février 2004 la Commission pour l'Afrique (CAF, Commission for Africa), dont la mission est de mobiliser la communauté des bailleurs de fonds en faveur du développement de l'Afrique. Il est prévu l'organisation de cinq consultations à l'échelle des différentes sous-régions de l'Afrique pour permettre à la société civile de s'impliquer. Selon le docteur Anna Tibajjuka, commissionnaire de la CAF, il faut amener les pays riches à tenir leurs engagements et arrêter un calendrier pour parvenir à 0,7% du PIB des pays riches à l'aide au développement. Actuellement, le PIB consacré à l'aide au développement se situe à 0,25% environ. La CAF doit aussi se pencher sur la gouvernance, la paix et le sécurité, le développement humain, l'aide humanitaire, l'allègement de la dette et les chances de la croissance. Selon la CEA (Commission Eco-



nomique pour l'Afrique), la croissance économique en Afrique au cours de la dernière décennie n'a été que de 2,1% par an. Elle est inférieure à l'accroissement de la population qui est de 2,8%. La CAF compte également s'investir dans la transparence et la réduction de la corruption, la lutte contre le sida, le renforcement des systèmes de santé, l'éducation des filles et la lutte contre la vulnérabilité par la protection sociale.

A lire tant de bonnes intentions, on a le "vertige". C'est en effet un discours récurrent des dirigeants des pays riches à

usage diplomatique mais rarement suivi d'effets. Je retiendrai une suggestion de la consultation de la société civile de Dakar du 1er au 3 décembre : annulation de la dette africaine et subventions et prêts non remboursables dans le futur. Ce n'est pourtant pas bien compliqué !

MONDIALISATION

Dérégulation et commerce mondial. Avec la suspension des quotas d'exportation, la non-reconduction prochaine de l'accord multifibre libérera le commerce des textiles et fragilise déjà les entreprises du secteur. Ainsi quatre entreprises franches d'origine asiatique, implantées à Tananarive dans le domaine de la production textile, viennent de quitter la grande île. Notons que la Chine, à elle seule, peut satisfaire la majeure partie des besoins mondiaux dans cette filière. Les dommages causés par cette dérégulation ultra-libérales seront douloureux. Le nombre actuel d'entreprises franches à Madagascar est de 112, employant 80 000 salariés. (09/11/04)

ENVIRONNEMENT

Reculer l'échéance. L'adhésion de la Russie au protocole de Kyoto est une bonne chose pour l'environnement de la planète. Le principe d'une réduction de la pollution est salubre, même si la méthode de rachat de quota, qui institutionnalise le droit de polluer, est discutable. C'est un premier pas vers la prise de conscience que la planète est périssable. L'écosystème est fragile, l'effet de serre ne constitue pas qu'un effet d'annonce, les milliards de barils de réserves pétrolières s'épuiseront un jour. L'eau surtout, le principe même de la vie sur terre, représentera un enjeu mondial du fait de sa raréfaction. Depuis l'apparition de la société industrielle, c'est la première fois que l'homme se sait nocif. (25/11/04)

Jean-Daniel CHAOUÏ
Bureau Fédéral
(Mondialisation-Droits de l'homme)

Tables rondes malgaches

La section PS de Madagascar organise, chaque mois, une table ronde à laquelle sont conviés des invités, des syndicalistes, des experts expatriés. La première s'est tenue le 4 novembre à Tananarive et portait sur "l'enseignement français à l'étranger".

Les participants regroupaient autour du PS des représentants des associations de parents d'élèves, des syndicats d'enseignants, d'association des Français de l'étranger. Ils ont été unanimes pour réaffirmer, à égalité de traitement avec la France, la légitimité de la gratuité de l'enseignement pour les Français à l'étranger à travers un service public d'éducation représenté actuellement par le réseau AEFÉ. L'assemblée a regretté l'absence d'une politique et d'un projet culturel et éducatif pour l'étranger. L'impression qui domine est celle d'un pilotage à vue et d'une gestion au coup par coup de l'existant, gestion orientée globalement à la baisse en terme de présence et d'implication. L'évolution actuelle de l'AEFE compromet l'avenir de la présence française à l'étranger ; nous souhaitons que le PS élabore pour 2007 un vrai projet éducatif et culturel pour l'étranger.

Le 1er décembre, il s'agissait de débattre sur "la représentation politique des Français à l'étranger", et des représentants du Snuip-FSU et de l'ADFE ont participé au groupe de travail organisé par la section de Madagascar. "La représentation politique des Français de l'étranger doit se rapprocher de celle de la métropole", ont déclaré les participants à la table ronde, en souhaitant que les citoyens hors de France élisent des députés et des sénateurs pour être représentés efficacement dans les deux assemblées parlementaires.

Jean-Daniel Chaoui,
secrétaire de la section de Madagascar.

Journal de la Fédération des Français à l'Etranger du Parti Socialiste

10 rue de Soldérino
75333 Paris Cedex 07
tél : 01 45 55 77 82
fax : 01 45 55 77 85

directeur de la publication :
Pierre-Yves Le Borgn'
responsable de la rédaction :
Aude Yung

courriel : ffe@ffe-ps.org
http://www.ffe-ps.org

Une place Mitterrand à Francfort

À l'initiative de la section PS locale, la ville de Francfort va renommer une place du nom de François Mitterrand. La dernière étape vient d'être franchie avec le vote positif du conseil de l'arrondissement n°1 (centre ville) où se trouve la future place François Mitterrand. Le SPD, la CDU ont voté pour (assurant ici la majorité), les Verts contre, l'extrême droite s'est abstenue. La nomination des places, des rues, etc..... est de la compétence exclusive des conseils d'arrondissement. Le conseil de l'arrondissement n°1 avait repris un vœu voté à l'unanimité par la représentation municipale des Etrangers de la ville et confirmé par une décision du Conseil municipal (le SPD, la CDU avaient voté pour, les Verts avaient demandé le report de la décision, l'extrême droite avait voté contre). Au conseil municipal aucun grand parti n'a la majorité. L'ensemble de l'opération, du dépôt de la première motion à la représentation communale des Etrangers (à majorité turque) jusqu'à la décision finale, n'a duré que cinq mois environ. Une performance pour qui connaît la vie politique locale allemande.

Ce succès extraordinaire a été possible parce que la section PS de Francfort compte en son sein des élus locaux, connaissant parfaitement les arcanes de la politique locale au sein de laquelle ils sont reconnus, capables de mener un projet de bout en bout en intervenant directement à tous les niveaux décisionnels de la ville.

Au-delà de sa portée symbolique, cet événement est un exemple d'intégration politique en Europe et montre qu'un élu politique français en Allemagne peut utiliser tous les moyens institutionnels existants pour faire aboutir un projet.

Il prouve également que faire de la politique en affichant la couleur est efficace, car ce qui a été possible dans ce cas le sera également pour aider nos compatriotes dans d'autres domaines. Bref, un bel exemple de construction européenne.

Nous ne pouvons qu'engager nos camarades à faire de même dans leurs villes, s'il n'y a pas déjà une rue ou une place François Mitterrand.

Jean-Marie Langlet, *Conseiller AFE*

FAIRE-PART DE NAISSANCE

Une nouvelle section vient d'être créée au Nigéria. Animée par Laurent Vander-Elst, elle compte pour l'instant cinq adhérents. Longue vie et développement à cette toute jeune section !

Un groupe inter-européen à Varèse

Un groupe réunissant autour de la section PS de Varèse les sections locales de la DS et du SDI italiens, du PASOK grec, du PS belge et du SPD allemand fonctionne depuis l'an dernier. C'est en juin, à l'occasion des élections européennes, que le PS a fait paraître dans la presse locale des communiqués appelant à soutenir les candidats de l'Ulivo. "Cela a permis de nouer des contacts, et nous avons alors décidé de fonder un groupe d'action", explique Michel Foucault, adhérent de la section PS de Varèse et animateur du groupe.

Les inter-européens de Varèse se donnent pour objectif de se manifester à chaque élection et d'inviter à des débats des parlementaires italiens.